



## Société & Solidarités

### HANDICAP

# Mobilisation pour sauver les instituts spécialisés pour aveugles et sourds

Parents et enseignants spécialisés manifestent contre un projet d'école inclusive qui met en péril la scolarité de jeunes très handicapés.

**O**btenez un peu de souplesse et rouvrez le dialogue. Face à la volonté du gouvernement de transformer les Instituts nationaux des jeunes aveugles et sourds (INJA ou INJS) en centres de formation et d'accompagnement, parents et enseignants se mobilisent aujourd'hui. « Nous souhaitons qu'une offre diversifiée soit maintenue. Nous estimons que nos enfants doivent continuer à bénéficier d'une pédagogie adaptée », explique Jocelyne Dubois, présidente de l'Association des parents et amis des instituts nationaux (APA-INJ). Au nom de l'inclusion des enfants dans le système scolaire ordinaire, la secrétaire d'État chargée des personnes handicapées, Sophie Cluzel, propose de limiter l'accueil des jeunes dans ces instituts, qui offrent actuellement une scolarisation adaptée à un millier d'élèves en situation de déficience

sensorielle. « Selon madame Cluzel, les INJ devraient se fixer pour objectif, d'ici à la rentrée 2022, de ne plus accueillir en classes spécialisées que 20 % de leurs élèves », explique une lettre de l'intersyndicale, envoyée début juin aux députés.

« Il y a une hypocrisie à dire qu'il peut y avoir une prise en charge en milieu ordinaire de ces enfants sans y mettre les moyens. Dans ces conditions, le discours très généreux sur la société inclusive de LaREM, c'est la porte ouverte à la violence institutionnelle », met en garde Sébastien Jumel, député (PCF) et rapporteur de la commission d'enquête parlementaire (en cours) sur la scolarisation des élèves en situation de handicap. Enseignants non formés, classes trop chargées, culture de la sélection : le système scolaire français n'est pas préparé à recevoir ces jeunes.

« Certains enfants malentendants ou malvoyants arrivent à suivre une scolarité dans un établissement ordinaire, mais c'est compliqué. Si l'enseignant n'est pas formé en langue des signes, ce qui est généralement le cas, comment suivre les cours ? Ces enfants bénéficient d'une

assistante de vie scolaire, mais avec seulement 60 heures de formation, comment peuvent-elles parler la langue des signes ? » souligne Jocelyne Dubois. Même l'accès au matériel peut relever du casse-tête, dans des écoles où la moindre dépense nécessite des autorisations.

La scolarisation en milieu ordinaire se révèle souvent angoissante pour ces élèves. Beaucoup effec-

tuent des allers-retours entre INJ et écoles ordinaires, en fonction de leurs besoins. « Ces allers-retours sont essentiels pour ces jeunes. Ils ont besoin de se retrouver dans un milieu où ils sont en confiance pour parvenir à franchir des paliers », explique Sébastien Jumel. Cette collaboration et une ouverture accrue vers l'extérieur, défendues dans un rapport de 2018, sont soutenues

par l'ensemble des acteurs. Mais le ministère prône une solution radicale, en vidant les INJ de leur



fonction d'enseignement. « On aimerait bien que l'expertise des INJ arrive dans l'école ordinaire, mais ce n'est pas encore le cas. C'est pour cela qu'on demande au ministère de ne pas précipiter les choses », résume la directrice d'APA-INJ.

Alors que des réunions sont programmées au compte-gouttes, les transformations ont déjà commencé. À moyens constants, le personnel des INJ est amené à travailler dans d'autres structures, sur des zones géographiques de plus en plus larges. Car derrière le discours sur l'inclusion se cache un enjeu budgétaire : le gouvernement veut transférer le financement des INJ aux agences régionales de santé (ARS). Charge à elles de limiter les dépenses.

**CAMILLE BAUER**

**« Il y a une  
hypocrisie  
à dire qu'il peut  
y avoir une prise  
en charge en  
milieu ordinaire  
de ces enfants  
sans y mettre  
les moyens. »**

**SÉBASTIEN JUMEL**  
DÉPUTÉ PCF